PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 85 *DECEMBRE 2019*

DÉCEMBRE QUI NOUS INTERPELLE ET NOUS RAPPELLE À NOTRE MISSION HISTORIQUE DE MARTINIQUAIS

DOLOR BANIDOL SUR LE CHEMIN DE LA VÉRITÉ.

LE COLONIALISME EXISTE ! C'EST LE QUOTIDIEN DES MARTINIQUAIS.

Hommage à

Pierre PAPAYA

L'homme

Le militant communiste

Le 10 janvier 2020

Centre culturel du bourg du LAMENTIN

à 18 heures

CHLORDÉCONE : QUI SONT LES RACISTES ?

LA DÉCLARATION DE BASSE–TERRE

L'INEFFAÇABLE TRAHISON

RÈSPÉ

L'UFM célèbre ses 75 ans

Avec ANGELA DAVIS

SAINTE- MARIE : MISE EN ÉCHEC DE LA PRIVATISATION D'UNE PARTIE DU LITTORAL

SOLIDARITÉ BA PEP AYISIEN

bayalé

CHLORDÉCONE : QUI SONT LES RACISTES ?

Les manifestations anti-chlordécone qui se multiplient provoquent des réactions diverses. Certains qui espéraient que les martiniquais se complairaient dans l'immobilisme se sentent heurtés et parlent même de racisme anti béké, d'autres se laissent aller à discourir sur la « violence ».

Qu'en est-il en réalité ?

IDENTIFIONS LES RACISTES

Tout d'abord identifions les racistes. Sont racistes tous ceux qui prétendent que le groupement humain auquel ils appartiennent est supérieur aux autres. D'autre part tous les humains quelle que soit la couleur de leur peau, de leur yeux etc… forment UNE SEULE RACE, LA RACE HUMAINE.

Les békés et leur association « tous créoles » parlent de racisme à leur encontre c'est qu'ils se positionnent en tant que « race ». Ceux qui les critiquent seraient donc de facto des « racistes ».

L'ennuyeux pour eux c'est que les békés ne sont pas une race. Une caste oui, mais pas une race. Une caste qui défend farouchement ses intérêts de capitalistes qui vont à l'encontre des intérêts de la Martinique. En s'autoproclamant « race », ce groupe constitué de descendants d'esclavagistes entend marquer sa « supériorité » sur le reste de la population. Ses membres se vivent comme une race qu'il convient de préserver, une race dont la « pureté » doit être sauvegardée. D'où l'interdiction pour eux de contracter des « mésalliances », de se mélanger aux « races inférieures ». En 2008 un patriarche de cette caste Alain H. Despointes a fièrement proclamé sur une antenne de télévision la nécessité de préserver la « pureté » de la »race ».

Qui sont donc les racistes ?

Pour avoir une idée de la « pureté » de ces êtres « supérieurs » les martiniquais ne doivent pas oublier d'où viennent ces descendants d'esclavagistes qui ont formé la colonie après avoir massacré les habitants de cette terre.

Leurs origines : Des aventuriers guidés par l'appât du gain, des trafiquants d'êtres humains, des forbans de la pire espèce, des nobliaux déchus, des femmes de petite vertu trainant aux abords des ports de l'Atlantique français, des escrocs usuriers sacrifiant et ruinant leurs propres congénères moins fortunés pour agrandir leur domaine et constituer de vastes habitations et des usines centrales…

Ce sont les descendants de tous ces gens obsédés par la recherche du profit maximum, comme l'étaient leurs ancêtres qui ont, sans état d'âme, empoisonné la Martinique et la Guadeloupe.

Exiger justice et réparation du crime devient le devoir sacré de tout martiniquais. Il est curieux que des voix s'élèvent pour mettre en garde les manifestants qui sont soupçon-

CHLORDÉCONE : QUI SONT LES RACISTES ?

LE CRIME ÉTAIT SIGNÉ

nés être des racistes anti béké. Le député Letchimy tient à préciser qu'il est contre toute idée de « stigmatisation raciale ». Où donc a-t-il entendu des manifestants stigmatiser racialement les békés. Il y a aujourd'hui de plus en plus de martiniquais, conscients du danger de mort qui pèse sur notre peuple, qui stigmatisent le crime commis par le lobby béké de la banane avec l'aval de l'État français.

Introduire de façon sournoise dans la tête des gens que les manifestations ont un relent raciste c'est faire le jeu des empoisonneurs pour transformer les criminels en victimes. Ce comportement est à dénoncer car il vise à disculper les auteurs de l'abomination et à combattre la mobilisation.

Ces propagandistes qui volent au secours des coupables n'ont décelé aucun comportement raciste chez les importateurs de poison et ceux qui imposaient son utilisation sans protection ? C'est pourtant parce qu'ils ont considérés que la vie, la santé des ouvriers agricoles et de la population ne valaient pas grand-chose qu'ils ont privilégié leurs intérêts égoïstes. N'est-ce pas là un comportement RACISTE de leur part ?

Hier leurs ancêtres considéraient que le fait d'abréger la vie des femmes et des hommes mis en esclavage en leur imposant une oppression poussée à l'extrême n'avaient guère d'importance. Aujourd'hui ils sont dans le même état d'esprit en considérant, sans sourciller, que la vie des êtres qu'ils ne placent pas sur le même plan d'égalité qu'eux ne vaut pas la peine qu'on s'y attarde.

Qui sont donc les racistes ?

LA VIOLENCE EST DU CÔTÉ DE L'ETAT FRANÇAIS

D'autres chauds partisans du laissez faire, du laissez empoisonner, ont cru voir de la violence chez les manifestants anti-chlordecone.

Euromarché Robert

Le Président de l'exécutif de la CTM, celui-là même qui se prêtend être le « président de tous les martiniquais » affirme de manière péremptoire que les manifestants ont « saccagé des magasins » et que cela est INADMISSIBLE.

Ce mensonge qui n'est pas à son honneur le disqualifie encore un peu plus.

En faces des centaines de défenseurs de l'ordre colonial armés jusqu'aux dents, distribuant de la matraque, gazant des manifestants aux mains nues n'est-ce pas là que se trouve la violence ?

Quand la justice coloniale s'en mêle en arrêtant au petit jour avec un déploiement de force impressionnant des militants, en les mettant en garde à vue, en les traduisant devant les tribunaux, en les menaçant de lourdes peines eux qui n'ont ni tué, ni empoisonné, ni volé, n'est-ce pas de la violence ?

S'acharner à défendre les véritables responsables du forfait, en se gardant bien de leur demander des comptes, en garantissant leur sérénité, en couvrant leur impunité, n'est-ce pas faire montre d'un profond mépris à l'égard de tout un peuple en danger de survivance.

N'est-ce pas de l'extrême violence ?

À nous de faire en sorte que tous les accusés se lèvent et qu'ils répondent de leurs actes.

Il y va de notre dignité !

DÉCEMBRE QUI NOUS INTERPELLE ET NOUS RAPPELLE À NOTRE MISSION HISTORIQUE DE MARTINIQUAIS.

Décembre Incontestablement mois du souvenir qui plus d'un titre nous interpelle tant les événements survenus en ces mois s'inscrivent pour certains dans l'histoire de notre pays et font honneur à notre peuple.
Pour d'autres ce sont des rappels douloureux mais qui nous incitent à ne jamais lâcher prise dans la lutte qui nous oppose à l'occupant colonial.

Oui DÉCEMBRE 1959 fait la fierté de notre peuple.

Les journées des 20, 21,22 Décembre 1959 qui ont vu la jeunesse de Fort de France s'opposer à l'armée coloniale française sont entrées dans l'histoire de notre pays. Dans un contexte de détérioration du climat social les forces françaises de répression ont une fois de plus fait étalage de leur barbarie en tirant à balles réelles sur la population ôtant à la vie trois jeune martiniquais à l'aube de leur existence :
Christian MARAJO 17ans, Edmond ELOI dit ROSINE 20 ans, Julien BETZI 21 ans. Ces trois victimes innocentes nous rappellent que l'armée française dans notre pays est une armée d'occupation.

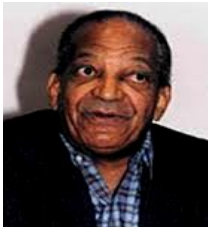
DÉCEMBRE 1987, puis DÉCEMBRE 1997 font aussi honneur à notre peuple.

Par deux fois les martiniquais ont bouté de leur sol national le raciste, fasciste, colonialiste Jean-Marie LE PEN.
À l'heure où l'on assiste à la montée du fascisme et du racisme dans bien des pays, les manifestations de décembre 1987 et de décembre 1997 nous invitent à la vigilance contre l'hydre monstrueuse dont les têtes repoussent sans cesse et qu'il convient de toujours trancher. En refoulant par deux fois ce sinistre représentant du fascisme les martiniquais ont donné l'exemple de l'accueil qu'il convient de réserver aux propagandistes de la haine et de la xénophobie.

Frantz FANON

Fierté aussi pour les martiniquais d'avoir donné au monde ce penseur génial, ce combattant intraitable des luttes des peuples colonisés qu'était Frantz FANON. S'il s'est éteint le 06 Décembre 1961 ses écrits, son œuvre, son engagement sans concession restent des références pour tous les êtres qui de par le monde sont épris de liberté et du profond désir d'en finir avec tous les systèmes de domination coloniale avilissant et destructeur. Toute l'œuvre de FANON nous rappelle qu'il ne peut y avoir de compromis avec le système colonial et que la libération du colonisé passe par la destruction dudit système. Ceux qui aujourd'hui cultivent le poison de la compromission et se baissent pour ramasser les miettes du gâteau colonial feraient bien de s'en souvenir.

Difficile de ne pas associer Marcel MANVILLE à son ami Frantz FANON.



Marcel MANVILLE notre valeureux camarade décédé lui aussi en Décembre, en ce

DÉCEMBRE QUI NOUS INTERPELLE ET NOUS RAPPELLE À NOTRE MISSION HISTORIQUE DE MARTINIQUAIS

sombre 2 décembre 1998 en plein combat pourrait-on dire au palais de justice de Paris où il était venu rétablir la vérité sur le massacre commis par la police française poussant à la noyade nombre d'algériens qui à l'époque soutenait la lutte de libération nationale de leur peuple.

Au cours du siècle passé Marcel MANVILLE fut de tous les combats des peuples pour la liberté, leur émancipation leur dignité. Contre le fascisme Hitlérien, contre le colonialisme français en Asie et en Algérie, contre l'occupant sioniste massacrante les palestiniens, contre le racisme en France, contre l'injustice à l'encontre des travailleurs confrontés à une justice de classe, contre la perpétuation de la domination coloniale en Martinique, contre les violences policières.

Marcel MANVILLE tout comme Frantz FANON n'a cessé de prôner que la rupture avec le système colonial était d'une absolue nécessité pour notre libération nationale.

Décembre 1962 autre motif de fierté pour notre peuple dont certains de ses fils ont mot proclamé à la face de la France coloniale que la Martinique est aux Martiniquais. Le d'ordre « La Martinique aux Martiniquais » fut, en une nuit placardé dans toutes les communes par les militants de l'OJAM déclenchant la fureur des autorités coloniales qui manièrent leur arme favorite, la répression et la « justice » coloniale.

N'empêche que Décembre 1962 nous rappelle que le mot d'ordre de l'OJAM est aujourd'hui encore d'une vivace actualité.

Décembre 2005 l'homme fort du gouvernement français de l'époque Nicolas SARKOZY cailla en face à l'ampleur des manifestations qui se préparaient pour l'accueillir.
Quelque temps auparavant il s'était extasié sur le « rôle positif de la colonisation ».
Sa reculade montre que la mobilisation paye.

Décembre 2011 le 6 de ce mois nous rappelle la disparition de ce militant anticolonialiste conséquent qu'était Ti-Jo MAUVOIS qui après avoir refusé de d'intégrer l'armée française dans son jeune âge contribua ultérieurement à la recherche historique permettant à notre peuple de mieux connaître son passé.

Le 22 Décembre 2015 marque la disparition de sa mère Yvette GUITTEAUD MAUVOIS pionnière de la lutte des droits des femmes, fondatrice de l'union des femmes de la Martinique. Son engagement nous interpelle sur le fait que la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes est loin d'être achevée malgré les avancées.

Le 26 Décembre 2019 marquera le 10° anniversaire de la disparition de notre camarade Pierre PAPAYA. Toute la vie de ce militant actif du PKLS est jalonnée de combats pour les justes causes.
Pour la défense des revendications lycéennes, pour la contribution à la lutte des femmes, pour la solidarité internationale avec les peuples soumis au joug colonial. Pierre qui ne désarmait jamais nous rappelle que le combat contre l'ennemi de classe, contre l'ennemi colonialiste doit être poursuivi sans relâche et jusqu'à la victoire « Jusqu'à la victoire toujours » comme le proclamait le « CHE »

Décembre mois du souvenir qui fait sauter à nos visages cette pensée de Frantz FANON selon laquelle chaque génération doit soit remplir sa mission historique soit la trahir.

Martiniquais d'aujourd'hui ne trahissons pas la nôtre qui est de contribuer à jeter par-dessus bord ce vieux système colonial aliénant et avilissant pour construire une Martinique martiniquaise populaire et authentiquement démocratique.

LE COLONIALISME EXISTE !
C'EST LE QUOTIDIEN DES MARTINIQUAIS.

Coup sur coup, deux rapports français ont récemment été publiés.

D'un côté, une vingtaine de chercheurs de l'Institut de Recherche du Développement, indique dans un rapport que dans les colonies françaises (ils appellent cela à présent DROM, Départements et Régions d'Outre-Mer), il y a nettement plus qu'en France (ils appellent cela la Métropole) de problèmes médicaux graves comme l'obésité, l'hypertension artérielle et le diabète.

Pire, de manière claire, ces chercheurs pointent la cause de cette différence : les inégalités sociales.

D'un autre côté, le défenseur des droits (un bonhomme venant de la droite chiraquienne donc insusceptible d'être un suppôt de la révolution) a aussi publié un rapport où il dit que « les ultramarins » (dans les cercles mondains, c'est comme cela qu'ils appellent les colonisés) n'ont pas accès aux mêmes droits que les personnes vivant en Métropole !

Voici comment sans le dire vraiment, même des officiels français reconnaissent que dans les colonies, la situation est différente, en pire, que dans la métropole coloniale qui connait pourtant son cortège d'exploitation et de misère.

C'est la conséquence de la situation coloniale et de l'échec de l'impossible assimilationnisme que réclamaient nos ancêtres et que certains continuent à prôner.

« Le colonialisme est un crime au profit du capitalisme français »

On rappelle pour mémoire qu'à la fin du quinquennat de Hollande, le gouvernement français avait fait adopter une curieuse loi qui promettait d'appliquer « l'égalité réelle » entre la France et ses colonies ? Ce qui en soit était bien la preuve que la départementalisation votée en 1946 n'avait amené ni égalité, ni liberté, ni fraternité, elle nous a surtout privé d'identité.

Rappelons aussi que lors d'un discret passage d'un sous-ministre lambda, on révéla que le taux de pauvreté en Martinique était de 32%. Autrement dit que chaque fois que vous marchez en Martinique (Hors le Cap Est et autres lieux de vie de la békaillerie et des colons français envahisseurs), sur trois personnes que vous croisez, statistiquement il y a

LA FRANCE ET SES ESCLAVES

un pauvre !

Le colonialisme est donc une réalité quotidienne que nous vivons.

Réunissez tous les chefs de services en Martinique, regardez la télévision, et vous verrez que derrière le préfet gouverneur Robine, ce sont tous des français qui ont le pouvoir de décision en Martinique.

Face à cela, nos « zélu loko » se taisent, se paonnent avec les titres ronflants que le maître leur a donnés et dont ils sont si fiers. Letchimy se croit français car on lui a donné une commission à présider. Marie-Jeanne va à Bruxelles quémander un peu plus d'argent. Laguerre découvre la violence. Boutrin invite des japonais à boire le café. Conconne pique des crises de nerfs au sénat. Et Christian Ursulet développe, 140 ans après Bissète, un discours sur la nécessaire entente constructive entre classes antagoniques !

Décidément, « nos » politiciens sont loin de la réalité et du quotidien.

LEDEVOIR

DÉCOLONISONS

LA DÉCLARATION DE BASSE–TERRE (1999) : UN ZANZOLAGE RÉPUGNANT, NUISIBLE À NOTRE LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE.

Le 1° décembre 1999 il y a 20 ans, Alfred Marie-Jeanne, alors président du Conseil Régional, signait avec ses homologues de Guadeloupe (Michaud-Chevry) et de Guyane (A. Karam) la déclaration de Basse-Terre. Ce document se concluait ainsi :

« En conséquence, les Présidents des trois Régions proposeront au Président de la République et du Gouvernement, une modification législative, voire constitutionnelle visant à créer un statut nouveau de Région Outre-Mer doté d'un régime fiscal et social spécial pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique dans le cadre de la République Française d'une part et de l'Union européenne d'autre part »

Vingt ans plus tard quelle est la portée de ce document ?

En 1999 les signataires de ce document ont entendu réaliser un « coup ». Ces trois présidents de région viennent d'horizons politiques différents et en apparence contradictoires : Michaud-Chevry s'affiche comme de « droite » et départementaliste enragée, Karam comme « socialiste » et « autonomiste », Marie-Jeanne « indépendantiste ». Ces signataires pensent faire un pied de nez au gouvernement de Lionel JOSPIN qui à la suite du rapport du réunionnais TAMAYA et du martiniquais Claude LISE venaient de faire adopter une loi dite LOOM (loi d'orientation de l'Outre-Mer). Ils entendent orienter cette loi en proposant un nouveau statut.

En réalité ce « coup » politique qui est un bien mauvais coup s'avère vite être une chimère qui arrange le gouvernement français qui ne voit pas d'un mauvais œil les adaptations portées à son système de domination coloniale.

En fait le MIM met au placard la lutte pour l'indépendance en inscrivant désormais sa politique dans le « cadre de la République française et de l'Union européenne ». On ne parle plus de peuple, plus de nation même pas d'autonomie.

En fait le MIM vient d'avaler son chapeau pour devenir un vulgaire représentant de la politique coloniale de la France.

Pire encore se blottissant dans les institutions coloniales, la déclaration de Basse-Terre est un coup de poignard dans le dos des forces indépendantistes.

Il faut rappeler qu'un an auparavant les organisations indépendantistes de Martinique avaient signé un document commun intitulé « Manifeste indépendantiste ». Il soulignait la nécessité de la lutte pour la décolonisation. En signant la déclaration de Basse-Terre sans consultation aucune avec les auteurs du Manifeste ni même semble-t-il avec les militants de son propre parti, Marie-Jeanne tournait le dos à ses engagements antérieurs et divisaient gravement les indépendantistes.

Si on analyse la politique suivie durant ces 20 dernières années, en quoi la déclaration de Basse-Terre a-t-elle permis de faire avancer la cause du mouvement national et des masses martiniquaises ?

Durant ces 20 dernières années Marie-Jeanne a dirigé pendant 12 ans la Région et 4 ans la CTM. Peut-on dire que les institutions coloniales ont permis de réduire notre dépendance alimentaire,

LA DÉCLARATION DE BASSE–TERRE (1999) : UN ZANZOLAGE RÉPUGNANT, NUISIBLE À NOTRE LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE.

réduire le chômage et combattu les nombreux fléaux coloniaux. Le colonialisme a continué son œuvre néfaste et mortifère sans être ni gêné, ni freiné.

Durant ces 20 dernières années le peuple martiniquais n'a toujours pas disposé de pouvoirs lui permettant de maitriser son économie, sa mer, sa terre, son destin.

La CTM a simplement concentré en une seule assemblée les compétences coloniales du département et de la Région.

Avec la signature de la Déclaration de Basse-Terre, devenu président de l'exécutif de la CTM on a la démonstration du syndrome classique des « élites » coloniales.

Elles s'appliquent à gérer le système persuadées qu'elles prouvent leurs capacités à être de bons gestionnaires.

En réalité leur compromission dans la gestion coloniale les disqualifie pour la gestion nationale du pays.

Le surinvestissement dans le cadre institutionnel français conduit le MIM à être absent des luttes populaires, qu'il méprise quand il ne les combat pas. Il est partout où les institutions le mènent. Son président est avec les régions européennes ultrapériphériques, il est à Bruxelles, il y est un membre actif dans la coordination des présidents de Régions de France, il est à Paris quand le président, son « ami » le convoque. Il est surtout un « bon gestionnaire » et veut que cela se sache.

En fait sa pratique équivaut à celle du PPM.

Vingt ans après la déclaration de Basse-Terre le bilan n'est pas glorieux. Le peuple martiniquais n'y a gagné en rien. Se nicher dans le cadre institutionnel ne permet pas de bâtir une alternative allant dans le sens de la décolonisation.

Seule la lutte multiforme de rupture, permet d'élever la conscientisation des masses et de mettre un terme au système de domination coloniale.

La voie(x) de la déclaration de Basse-Terre n'était pas celle de la dignité. Après les paroles de déchoukaj on a eu les faits du zanzolaj avec un mélange hétérogène qui ne pouvait avoir ni durabilité ni légitimité. Il s'agissait d'un faux semblant pernicieux pour s'assurer l'installation dans les fauteuils pourris du colonialisme. Sa vocation était d'entrer en décomposition rapide et connaitre une mort par avance.

Site pkls

http://www.pkls.org

mail: pkls@pkls.org

mail:pkls.matnik@gmail.com

LPA DU ROBERT :
Y A T'IL UNE MACHINATION POUR TUER L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE EN MARTINIQUE ?

Depuis la rentrée scolaire 2019 le personnel du Lycée Professionnel Agricole (LPA) du Robert est mobilisé pour dénoncer les conditions de travail dans l'établissement qui dépend de la DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) et la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique). Cette situation n'est pas nouvelle puisque durant l'année scolaire précédente grèves et manifestations avaient vu la participation de l'ensemble du personnel et des élèves.

Cette année la situation a empiré, élèves, enseignants, autres agents, parents d'élèves, sont déterminés pour obtenir satisfaction à leurs revendications pour permettre à l'établissement de fonctionner et de remplir les missions à savoir : Insertion scolaire sociale et professionnelle, formation technologique et professionnelle, animation des territoires ruraux, mission de recherche, développement, expérimentation et innovation, actions de coopération internationale.

La situation de l'établissement est tellement grave qu'aucune de ces missions ne peut être assumée. On est amené à se rappeler la situation du LEGTA de Croix Rivail qui avait généré une forte mobilisation et à se poser la question de savoir s'il n'y a pas une machination pour tuer l'enseignement agricole en Martinique. Ce ne saurait nous étonner vu toutes les manigances du pouvoir colonial et la trame de sa politique criminelle.

Si la revendication la plus en vue, est celle du départ du proviseur qui sévit depuis 4 ans avec le soutien du ministère, les griefs et revendications mentionnés sont nombreux. Comme par exemple :

L'absence de transparence et d'information concernant le recrutement de certains personnels et autres décisions prises sans aucune concertation.

De graves dysfonctionnements au niveau du management, de la gestion, de la maintenance de l'établissement.

Une pédagogie bafouée par la volonté manifeste de l'encadrement de freiner tout dynamisme des équipes pédagogiques en limitant et/ou en supprimant des voyages d'études, projets sportifs, projets pédagogiques ayant comme base des éléments culturels Martiniquais, manifestations culturelles en rapport avec notre identité martiniquaise.

Agents travaillant dans la peur et la souffrance vu l'autoritarisme du proviseur qui prend des décisions faisant preuve d'abus de pouvoir (traitements inéquitables, prérogatives outrepassées, intimidations, harcèlement, pression psychologique, dénigrement, intrusion dans la vie privée, discrimination, iniquité, intimidation, menaces…)

Si nous citons quelques uns c'est qu'à l'analyse on retrouve des éléments connus au LEGTA qui traduisent une politique de malice des autorités et on trouve un entremêlement de faits et de responsabilités qui n'est pas anodin. Une des conséquences est la baisse constante des effectifs de ces 2 lycées.

L'intersyndicale qui conduit le mouvement a le soutien de l'association de parents FCPE et entend maintenir la pression jusqu'à des réponses positives concrètes des autorités, DAAF et CTM pour fonctionner normalement. En effet actuellement il n'y aucune production sur les exploitations au Robert, au Gros Morne ou au Lorrain qui sont dans un état d'abandon manifeste, de même que les structures construites dans le LPA pour la commercialisation de la production.

L'accès au Lycée est bloqué. Alors que la situation est très grave, qu'il y a urgence à apporter des solutions les autorités proposent d'attendre la fin de l'année scolaire pour obtenir des résultats. Incompétence, indécence, ou complicité ourdie pour tuer notre agriculture, accroitre notre dépendance et contribuer au génocide de notre peuple.

Le PKLS a apporté son total soutien à la communauté du LPA du Robert.

SAINTE- MARIE :
MISE EN ÉCHEC DE LA PRIVATISATION D'UNE PARTIE DU SENTIER DU LITTORAL PAR LE BÉKÉ DE LUCY.

L'accaparement en toute illégalité de bandes du littoral par les nantis et en particulier les békés est un scandale que les martiniquais commencent à ne plus supporter. Ces accapareurs privatisent pour leur usage exclusif des zones du domaine maritime pour en interdire l'accès au public et jouir en toute tranquillité d'un patrimoine volé.

L'autre scandale c'est que cela se perpétue avec l'aval des autorités de l'État français et de la plupart des maires censés protéger les biens de la collectivité. On a vu le résultat à Fond Larion. Bien d'autres communes que Sainte- Luce sont concernées. C'est par exemple le cas à Sainte-Marie. Nous avons déjà évoqué le cas de « La Richer » où la famille Despointes s'est vue attribuer en toute illégalité trois hectares du domaine maritime pourtant classés en zone protégée, inaliénable. Gratuitement s'il vous plait et par « jugement ». Ni le Maire de la commune, ni le Préfet n'ont rien trouvé à redire. Si ce n'est pas une flagrante collusion entre des intérêts privés et les « autorités » de l'État français, qu'est-ce que c'est ? Mais sur la commune de Sainte-Marie il n'y a pas que le cas de « La Richer ». Il y a aussi le cas de l'Anse Azérot.

Dans le prolongement de cet anse paisible au lieu-dit « Kay Tokla » le béké Éric De Lucy fondé de pouvoir du puissant groupe Bernard Hayot s'est emparé d'une bonne partie du littoral maritime surplombant la mer. Du fait de cette appropriation parfaitement illégale du domaine public le passage des piétons s'avérait impossible. Le sentier de randonnée longeant le littoral disparaissait dans l'indifférence ou plutôt avec la complicité des services de l'état (DEAL et ONF) chargés de sa préservation et de son entretien. Ce comportant en seigneur et maitre, Mr De Lucy avait aménagé son jardin privatif avec des plantations d'essences rares, un fleurissement agréable, un dispositif d'éclairage, des mobiliers de jardin. Des chiens dressés assuraient la garde des lieux. Évidement aucun promeneur n'y avait accès.

Le comité de défense de la zone des 50 pas de Sainte-Marie dans le cadre de ses activités tendant à libérer les accès du littoral entreprit de dégager cette partie du sentier du littoral.

La surprise de ces militants fut de taille en découvrant ce jardin bien caché à l'abri des regards.

Après un travail harassant et s'étalant sur plusieurs journées ils parvinrent à libérer le sentier.

Mr De Lucy sachant pertinemment qu'il occupait illégalement les lieux se résigna à le libérer.

Il fit enlever son mobilier de jardin ainsi que ses puissants projecteurs. Les chiens de garde disparurent. Les militants qui depuis entretiennent les lieux ont interpellé les services susmentionnés afin qu'ils assurent leur mission de préservation et d'entretien. Ils n'ont recueilli que de vagues promesses… Il n'empêche que l'action du comité ayant abouti à la libération de cette portion du littoral accaparé frauduleusement par le béké De Lucy est une VICTOIRE. Victoire qu'il convient de préserver et de consolider. Pour ce faire, les martiniquais qui n'avaient perdu l'habitude d'emprunter cet agréable sentier de randonnée doivent savoir qu'il est praticable. Le beau jardin est désormais à la disposition des martiniquais qui se doivent de le préserver.

Le succès de cette opération de récupération doit être suivi de bien d'autres encore.

POUR EMPRUNTER CE SENTIER DU LITTORAL ET ACCEDER AU JARDIN : ALLER AU BOUT DE LA PLAGE DE L'ANSE AZEROT (STE MARIE) FRANCHIR LE PETIT GUE ET SUIVRE LE SENTIER QUI MONTE.

Nouvel péyi nou

DISPARITION DE LA CLINIQUE SAINTE MARIE

Le tribunal mixte de commerce a décidé que la Clinique Saint Paul (CSP) allait récupérer pour 100.000 euros toutes les activités de la clinique Sainte Marie (CSM). Le groupe KAPA a donc été évincé. Mais ceci au prix de 36 suppressions de postes sans compter les 23 supprimés dans le plan de licenciement mis en exécution en juin 2019.

La particularité de la situation est que la CSP ne récupère pas les locaux de la CSM. Les activités de la CSM vont être transférées sous trois à six mois ou dans les locaux actuels de la CSP ou dans ceux de l'ancien siège de RFO qu'elle a acheté.

Ainsi, il n'y aura plus qu'une seule clinique privée en Martinique.

Avec un hôpital public en crise structurelle et sans argent, cette situation n'est pas à l'avantage de la santé des martiniquais, surtout à un moment où on ne cesse de nous expliquer qu'entre obésité, diabètes, cancers …., on bat les records du monde !

Il est anormal que ce soit des intérêts privés qui peuvent avoir la main sur un aspect essentiel de la vie des citoyens, la santé, quand c'est l'État qui doit garantir à chacune et chacun d'entre nous une offre de soins adéquate.

Cette décision, malgré les licenciements, a été soutenue par les salariés car ils ne voulaient plus vivre les conditions de travail difficiles qu'ils ont connu durant des années avec le groupe KAPA.

Il est dommage que le mouvement syndical n'ait permis qu'on aille vers la création d'une coopérative dirigée par le personnel de la structure.

Notre santé est encore plus que jamais en danger.

Nous devons redoubler de vigilance.

LE TCSP A NOUVEAU PRESQUE A L'ARRET

On savait que cela couvait sous la cendre mais on n'imaginait pas que le ridicule allait encore prendre le dessus. Cela fait un an que Martinique Transport (MT) dirigée par les lulu badjol Marie-Jeanne et Boutrin ont annoncé avoir dénoncé la délégation accordé la CFTU pour le transport interurbain au centre du pays. La CTM avec le soutien d'Espace Sud et Cap Nord mais contre la CACEM, l'objectif veut mettre sur pied une régie. D'avance, vue la pratique anti-salariés de la CTM (souvenons-nous des 134 licenciements dans l'AFPA) et l'obsession de régulation budgétaire qui s'inscrit dans la logique de la « rigueur capitaliste » de Plateau Roy, on peut supposer que la mise sur pied de cette régie va se traduire par des licenciements. Curieusement, Martinique Transport n'a pa commencé à mettre en pratique ses menaces.

Donc la CFTU continue d'assurer le transport dans une conjoncture financière déplorable et des conditions de travail extrêmement défavorable pour les salariés et les usagers.

C'est dans ce contexte qu'explose un nouveau scandale dans ce sac de nœuds.

Le TCSP qui a couté une fortune et continue de coûter cher aux martiniquais-es pour quelques kilomètres de voies en site propre, est déjà un échec. L'affirmation que sa mise en place devait diminuer le trafic routier est démenti chaque jour par la longueur des embouteillages.

Mais voilà qu'à nouveau le TCSP est quasiment à l'arrêt. La moitié des bus qui ont couté chacun UN MILLION d'euros sont à l'arrêt car il faut changer les batteries.

A la CFTU, comme à MT, ces incompétents sont incapables d'assumer une gestion conséquente, ils n'avaient prévu cela !

La CFTU a fait une conférence de presse accusant MT de ne pas s'occuper de la maintenance ou de ne pas la financer, de ne pas assurer ses responsabilités en la matière ce qui crèe une situation de crise. Le lendemain MT répondait qu'il avait commandé les batteries.

Et c'est là qu'on apprend que chaque batterie coûte au bas mot plus de 120.000 euros, autrement presqu'autant qu'un bus standard.

Au-delà de la guerre entre les politiciens pour savoir qui va contrôler le transport à la Martinique, la réalité permet de constater le niveau de gabegie et d'irresponsabilité de ces incapables !

Pandan tan-a sé lé piti ki ka soufè !

DÉCÈS DE DOLOR BANIDOL SUR LE CHEMIN DE LA VÉRITÉ

Le mercredi 4 décembre 2019 la salle des fêtes du François connaissait une agitation particulière. Le Comité Dolor BANIDOL avait invité à y venir rendre un hommage à un militant communiste de la commune victime de l'accident de l'avion d'Air France (AF 212) du 3 décembre 1969 au Venezuela.

Un grand portrait de ce combattant ornait la salle, une exposition retraçait des moments de son activité et des éléments sur cette catastrophe aérienne qui 50 ans après apparait de plus en plus comme étant réellement ce qui depuis longtemps est supposé être un attentat visant 2 dirigeants communistes, Dolor BANIDOL, membre du bureau politique du Parti Communiste Martiniquais et Euvremont GENE, secrétaire général du Parti Communiste Guadeloupéen, revenant d'un congrès du Parti Communiste Chilien.

Si la vérité n'est pas connue c'est parce que l'État français a décidé de classer les documents relatifs à l'accident sous le sceau de « Secret Défense » et refuse jusqu'à ce jour d'autoriser leur consultation, ceci signifie qu'il y a quelque chose à cacher aux familles des victimes, à notre peuple et au peuple Guadeloupéen. Cela a conduit à une solidarité qui se développe entre les Comités de France, de Guadeloupe et de Martinique.

Environ 200 personnes avaient répondu à l'appel. Plusieurs interventions de personnes qui ont connu Dolor BANIDOL ou milité avec lui ont rappelé des faits et insisté sur le militant qu'il était, la place qu'il avait dans son quartier, le rôle politique qu'il a joué dans la commune. Des représentants d'organisations ont exprimé leur solidarité dans cette bataille pour la vérité.

Jean Pierre ETILE après avoir rappelé des souvenirs de militantisme avec Dolor BANIDOL notamment pour la solidarité avec les membres de l'OJAM emprisonnés a lu le message du PKLS publié ci-dessous.

Une fille de Dolor BANIDOL, une des 11 enfants qui se sont retrouvés orphelins de père avec une mère malade dont l'état de santé s'est aggravé suite au décès de son mari, a retracé ce que fut

pour la famille cet évènement tragique, la vie dans le quartier, les difficultés énormes, avec des conséquences diverses pour les enfants. D'autres membres de la famille évoquèrent ce qu'était Dolor pour les siens.

L'avocat de la famille Raphael CONSTANT apporta de nombreux éléments permettant de mieux voir et de comprendre pourquoi très certainement le dossier est classé « Défense Nationale » alors qu'il s'agit d'un vol civil. Il souligna qu'en cas d'accident d'avion il existe une procédure qui n'a pas été respectée en cette occasion. Selon la loi il faudrait attendre 60 ans soit en 2029 pour avoir accès aux documents qui seraient déclassés par le gouvernement français. Si plaintes ont été déposées en Martinique, en Guadeloupe et en France, R. CONSTANT a insisté sur le fait que ce n'est pas seulement une affaire de la famille BANIDOL et que pour obtenir gain de cause il faut amplifier la mobilisation populaire entamée et maintenir la pression sur le gouvernement pour arracher la vérité.

La soirée s'est terminée par une prestation de Dédé SAINT PRIX enfant de la commune, venu de Paris pour honorer la mémoire de BANIDOL, accompagné d'autres musiciens, il a ravi l'assistance concluant la manifestation rythmée de chanté et de dansé. PAKATAK, Woulo ba Dédé !

Une manifestation réussie pour atteindre un objectif : obtenir la vérité !

Par respect pour Dolor BANIDOL, pour l'honneur de sa famille, pour la dignité de notre peuple, Martiniquaises, Martiniquais nous devons embrasser ce combat pour la vérité pour que soit connus les auteurs, les complices, les circonstances de ce crime colonialiste.

Sé pou la vérité nou ka alé !

MÉSAJ POU OMAJ BA DOLÒ BANIDOL.

LONNÈ RESPÉ BA AN VAYAN KONBATAN KOMINIS.

50 lanné pasé dépi Dolò BANIDOL pati kité nou, padavwa i té abò an avion yo fouté atè.

Lanmò vayan konbatan tala poté doulè ba lafanmi ek ba kanmarad-li, kon ba moun ofranswa ek pèp matinik.

Dépi 50 lanné léta fransé ka séré sa i sav, i ka tranglé tjè la fanmi, i ka bayonnen bouch kanmarad-li, i ka vèglé zié pèp-la, pas i pa lé moun konnet sa i fè, pas sa ké montré lésans kolonialis-la.

Jodi fok nou ni lavérité, sé pou sa nou ka mobilizé, pas fok pa yo séré ki sé an konbatan djok pèp Matnik yo tjwé.

Dolò BANIDOL Sé té an konbatan djok, sé pa té neg flègèdè, sé pa té neg pawol flo, sé pa té neg « zié bétjé brilé zié neg », sé té an gran militan kominis vertikal.

Sa ki té potalan bay, sé té kondision travay ek lavi lé zouvriyé, lé péyizan, lé moun maléré.

Sé té an désandan nèg mawon, désandan lé konbatan septanm 1870, sé té an rézistan kont la pwofitasion, kont dominasion bétjé ek kolonialis fransé.

PKLS ka salwé bien wo, douvan mémwa patriyot kominis Dolò BANIDOL.

Jodi nou paré pou mennen konba ta-a jik bout. Nou pé ké fè dèyè pas nou sé yich BANIDOL ki pa té ka fè dèyè.

Jòdi pep nou an gran danjé si nou sé yich banidol nou pé pa asepté sa. Nou tout, kanmarad, militan, travayè, nou pa pé pa rélé fò ki sé lavérité nou lé !

Pou BANIDOL sé té chimen lalit ki té ka bay rézilta, lespri BANIDOL ka kléré nou pou nou suiv menm chimen tala.

Konba BANIDOL sé konba nonm ek fanm péyi nou, dépi siek toujou mennen kont lenjistis bétjé ek kolonialis fransé.

Nou pa la pou pléré, nou ka bay lavwa épi an ladja pawol pou gloriyé nonm-la.

Nou pou la réyalité listwa, ba nom-la tout plas li, adan sosiété Matinik ek adan mémwa pep nou.

Nou pou mobilizé jik bout pou trapé la vérité ek respé ba nonm-la !

Konba Dolò sé té konba ba pep Matinik, jòdi pep Matinik ka mandé respé ba misié Dolò.

Ki yo lé ki yo pa lé fok nou sav sa ki pasé !

Matinik 3 désanm 2019
Ba PKLS
Jan Piè ETILE

LANG MATINITJÉ

MANNIÈ MATJÉ LANG-LAN :

(è ouben e / ò ouben o)

Lang matinitjé kon tout lang oliwon latè pa frennen, i ka vansé, i ka pran wotè, i ka pran fos pas ni wouchach ka fet é fo nou konnet sé reg-la pou nou li'y épi matjé'y an menm manniè.

Lè nou ka li sa ki matjé an lang matinitjé adan liv, adan jounal, adan réklam kisasayésa, nou ka wè pou an menm mo ni aksan an koté, é pa ni anlot koté kontel :

(fòs, fos) - (finet, finèt) - (bèl, bel) - (bòl, bol) - (djòl, djol)…

Sa ki fet ?

Adan GEREC 2 (grafi manmay lékol ka aprann jòdi), J. Bernabé ka matjé:

Lè vwayel é épi ò douvan an konsòn an bout, aksan grav-la ka foukan kon adan :

fot olié fòt, fey olié fèy, met olié mèt, karanbol olié karanbòl…

Gadé wè sa sa ka bay silon la **vwayel é épi ò** plasé

bòlof, mòlòkoy, klèsi, bel-mè, kòkòdò, kolpòté, konpòtasion…

Lizet, yich man Finot ni an pòpot tou nef, lè i fini benyen'y i toujou ka mété'y an soley asou ribò finet chanm-lan.

Si nou lé vansé adan zafè lang-lan fo nou li ek matjé toutan nou pé .

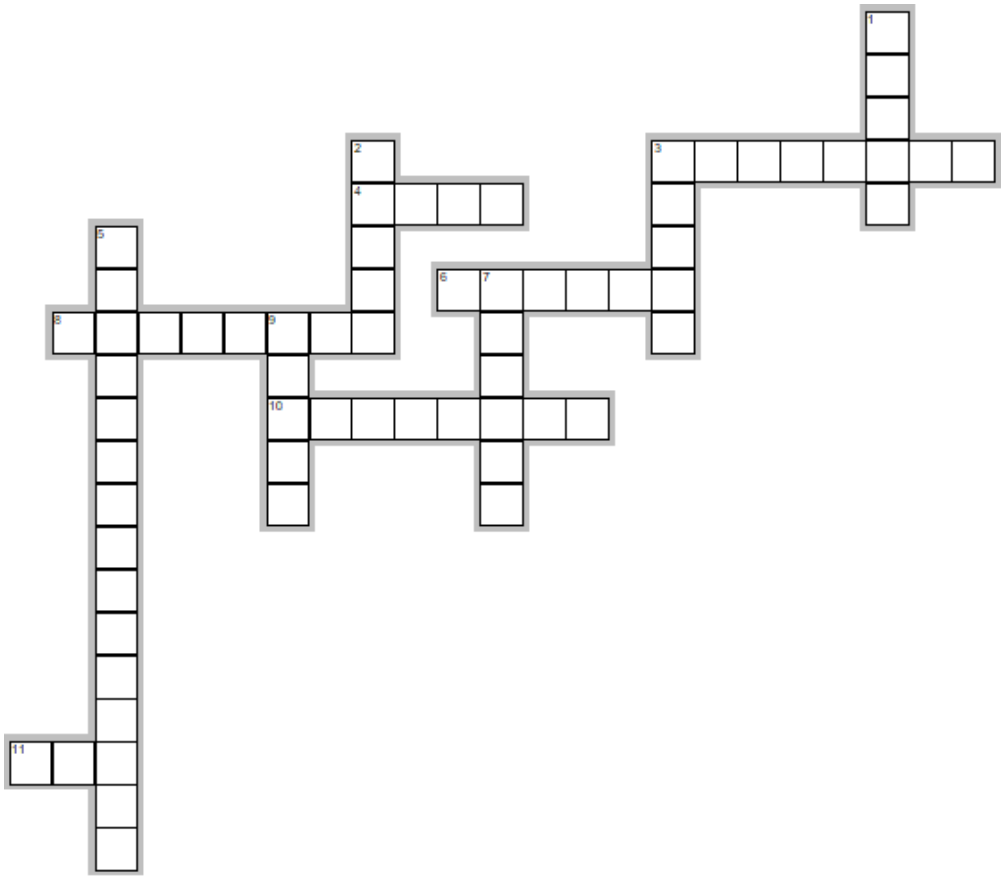
Pawol pou sav

Mié vo maché dèyè kéchoy olié kouri dèyé ayen.
Sa ki ta'w lariviè pa ka chayé'y.
Sé sa ki an fal ou ki ta'w.

« Dans les campagnes, des noirs continuent à couper la canne et ne pensent pas encore à couper la tête de ceux qui ne cessent pas de les trahir ».

Jules Marcel MONNEROT *in « Légitime Défense »*

MO KWAZÉ (DÉSANM 1959)



Kouché

3. Sé la moun té ka pronmnen lé dimanch aprémidi, sé la gaoulé désanm 59 démaré.
4. An jou bonmaten, twa lanné apré désanm 59 ou té pé li toupatou Matinik " La martinique aux martiniquais " yo rété pliziè jenn manmay pas yo té mété doubout òwganizasion-tala.
6. I té ni tjenz lanné, i té ka sòti lékol lé sé isalop-la fouté'y atè lé lendi 21 désanm lari Ernes Rè-nan (jòdi Moro Dé-Djòn) pa koté lari Périnon.
8. Sé yo ki an janvié 60 ranplasé lé model polis pep nou pa té lé an péyi nou.
10. Manmay Fodfwans lévé, yo mété difé adan pliziè biwo lapolis kontel adan tala ki té bò pon-tala (jòdi plas F.Mitéran)
11. Sé an group lapolis espésial ki fouté bon réprésion Matinik, pep-la rivé fè'y sòti an péyi nou, an Fwans yo toujou la ka fouté sé jilé jòn-la bon fè.

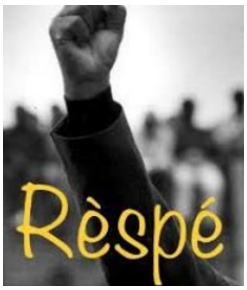
Doubout

1. 20 désanm 59 boug-tala té ba bò lasavann, i garé vespa'y é an fransé épi loto'y maté vespa-a érezman yo ni tan kolé'y.
2. An jenn boug 20 lanné, lendi24 désanm 1959 ped lavi'y lari Vilaré Jwayez (jòdi lawout de Ma-touba) pa bò Latriom Fòdfrans.
3. sé adan lotel-tala ni an boug ki té adan asosiasion lé pié-nwè, ki kriyé CRS.
5. I té ni mové répitasion, mé sé pa té djiab, désanm 59 moun té ka suiv-li (i ka pononsé kon an fransé)
7. Désanm 59 té telman cho, boug-tala té prèmié adjwen mè Fòdfwans,épi dot kon Monséyè Labrinèliè éséyé kalmé kon yo pé sitiyasion-an !
9. I té ni 20 lanné lè yo fouté'y atè an pié sé mach-la ka mennen mòn Pichven.

RÈSPÉ

Ni lanmen maléré pann anba ròb lavi
dan ansel « sé lavi ! sé lavi ! Sa'w lé fè ! sé lavi !»
ansel «sa'w lé fè» ki pa ka rété piès, piès, piès, piès, piès toubonman, um!
Lanmen dézespéré maré lannwit kon jou
ankò an priédié, priédié, priédié, priédié.
Lanmen neg débantjé ka fennen
anlè pié lèspwa malpapay yo a, ay malpapay !
Ni lanmen djòl bavé kalen ki pou pran valé
ek di amèn : mèsi belmè, mèsi, mèsi bèlmè patri;
lanmen bouden bwareng
ki pa fouti mètba sésé an tèt zépeng
pou yo pé di'w an jou
«Mi sé sa mwen fè asou fòs pwa kò mwen
èk dé lanmen-mwen
pou asiré chimen lanmen désandans-mwen.»
Ni dòt kalté lanmen, aprézan
dòt kalté ras lanmen ka ba kò yo lanmen
menm-bet-menm-pwel yo a kon may fil zagriyen;
lanmen ganté féré ki sa pasé lanmen
la lanmen pou pasé, lè lanmen pou pasé:
Twa ti tap an do moun.
Twa ti tap an do bèf.
Twa ti tap an do nèg.
Travay monfi ! travay ! sé bon ! sé bon ! sé bon !
Lanmen ka griyen ba'w
Lanmen ka ba'w lanmen
pandan lòt lanmen-yan filé pou pété ren'w.
Lanmen kaméléyon
lanmen krab-gwo-modan
lanmen vènen sèpan
lanmen politichien ka trennen moun
kon chien dèyè zo bel pawòl-yo, bel pawòl. Wè.
Lanmen ki jik sosé
jik sosé, a pa jé,
ti biswi chanpagn yo a,
an tjim san maléré.
Jòdi an ka mandé

rèspé pou lanmen-mwen
rèspé pou ta frè-mwen
rèspé pou péyi-mwen
rèspé an ka mandé.
Rèspé !
Kè-
Rèspé pou péyi-mwen
Pou lanmen-mwen
Rèspé respé an ka mandé

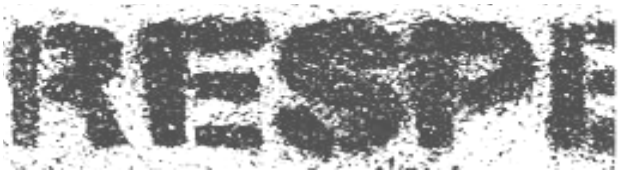


Pas ni lanmen griji ki aprann rifizé soutiré lanmizè;
lanmen ké résité'w sa ladech yé patjè
kon an lison jéografi, um !
Lanmen rèd kon masonn
ki konnet lévé tèt pou yo raché dwa-yo;
lanmen ki désidé rété anfwapoutout
gobé miyèt lavi tout Lasensilvès;
lanmen ka pété wòch;
lanmen ka kochi fè afòs yo ja pran fè;
lanmen pé sa chiré'w ek lafwa an dié
menm manniè yo ké ba'w dousin
si'w wè yo pou ba'w dousin;
mwen menm man ka mandé
respé pou lanmen-mwen
respé pou ta frè-mwen
respé pou péyi-mwen
respé an ka mandé
respé !
Kè-

Rèspé pou péyi-mwen
pou lanmen-mwen
rèspé, respé an ka mandé.
Rèspé.
Senk dwet-li gran ouvè
an nonm gadé lanmen'y épi i déklaré: um !
«Si sé pou man ba an moun manjé épi plézi,
asiré an ké bay jistan i rasazié.
Mé si an pran lapenn di sé kou an ka ba'y,
sé ké asiréman pou i mandé padon !»
Mwen menm ki mwen menm lan
padon an ka mandé si dé lanmen nèg mwen

si défwa an sé ja ba an moun
kou an pa té pou ba'y.
Mé poutji fout délè lanmen-mwen ni latranblad
lè an ka miziré pwa lavi an genyen
pou laswè vèt man swé ?
Poutji an ka santi venn-mwen
ka brilé mwen pa bò kokozié-mwen
lè sa ka rivé mwen katjilé ki soley ké kléré
ba yich-mwen dimen ka vini yan adan lavi-ta'a
É andjetsa pito !
Rèspé pou lanmen-mwen
rèspé pou ta frè-mwen
rèspé pou péyi-mwen
rèspé pou tianmay-mwen.
Rèspé an ka mandé.
Rèspé !
kè-
Rèspé pou péyi-mwen
pou lanmen-mwen
rèspé, rèspé an ka man-
dé.
Rèspé !
Pas ni lanmen garé ka mò swèf an lanmen fra-
tèrnel
a tjenbé an zéklè lannwit-la.
Ni lanmen ki moli avan yo tjenbé rèd;
ni sa ka bouché zié pou yo fè wòl pa wè;
ni dòt ki ja lésé dézèspwa k'alé;
ni sa ki viré lang asou kòd lonbrik yo.
Ni lanmen ki fouben, lanmen ki sé limen difé
adan tout pay.
É ni lanmen, frè-mwen
ka pran tan katjilé apiyé douvantèt
ki bout kòd pou ralé pou démaré lavi;
lanmen ki ni bon tjè mé ki ni kont tjè-yo;
lanmen ka djéri blès mé lanmen san féblès;
lanmen ki pa ka jwé grennzo épi tjè moun;
lanmen ké riaprann fè wòch kraché difé;
lanmen ké rédi dlo, la dlo sé ka séré;
lanmen fò,
lanmen pwòp,
lanmen nèt;
lanmen djòk;
lanmen fanm épi nonm ki jiré
anlè tèt jénérasion douvan;
pran fièl épi kouraj,
travay épi lanmou;
kòn lanbi ek fizi si mové tan lévé,
pou yo sinié
rèspé !
an zékal péyi-ya menm.
Jòdi an ka mandé'w
rèspé pou lanmen-mwen
rèspé pou ta frè-mwen
rèspé pou péyi-mwen
rèspé pou latè-mwen
rèspé pou tianmay-mwen
rèspé pou piébwa-mwen
rèspé pou lanmè-mwen
rèspé pou solèy-mwen
rèspé an ka mandé.
Respé.
kè-
Rèspé pou péyi-mwen
pou lanmen-mwen
respé, rèspé an ka mandé.
Rèspé.

Joby ***BERNABÉ***



LA MARTINIQUE A ACCUEILLI ANGELA DAVIS

L'Union des Femmes de Martinique (UFM) une des plus anciennes associations féministes de la Caraïbe a célébré ses 75 ans dans le cadre de la quinzaine autour de la date du 25 novembre *« Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ».* Pour l'occasion elle a invité Angela DAVIS qui a aussi 75 ans et qui est une étasunienne, militante communiste, très active dans les luttes contre les discriminations, le racisme et pour les droits des femmes.

L'accueil à l'aéroport

La nouvelle de la venue en Martinique de cette figure de la lutte des nègres aux USA et dans le monde a créé un émoi dans la population et nombreux-ses se sont précipités pour obtenir des places à la conférence prévue au Grand Carbet. Il a fallu transférer la rencontre dans le parc Aimé Césaire où il y avait environ 4 000 personnes.

Son programme incluait aussi d'autres rencontres comme avec des lycéens, des personnes âgées, ou l'inauguration de la structure de l'UFM : ***« Centre de Ressources Angéla Davis - Lyannaj pou Fanm Doubout ».***

Angela DAVIS et Rita BONHEUR présidente de l'UFM

Cet anniversaire fut un succès pour l'UFM, pour les militantes féministes martiniquaises, mis il importe de prendre conscience que la lutte contre les violences faites aux femmes, comme pour tous les droits des femmes ne doit pas se limiter à un jour à un évènement. A l'occasion de cette journée comme pour le 8 Mars nous devons mesurer combien la situation des femmes est encore loin de l'égalité et que c'est tout le temps que tous et toutes nous devons agir pour éliminer toute forme de discrimination envers les femmes, car l'humanité ne peut

L'inauguration du Centre de ressources de l'UFM « Angela DAVIS

s'émanciper si la moitié est victime de domination sexiste.

C'est ensemble, toutes et tous que nous devons lutter pour gagner ensemble, avec comme slogan ***« FEMMES PARTOUT, VIOLENCES NULLE PART ! »***

25 NOVEMBRE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

Les sœurs MIRABAL

Le 25 novembre a été déclaré *« Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes »* par l'Assemblée générale des Nations unies le 17 décembre 1999 en hommage aux trois sœurs MIRABAL, combattantes contre la dictature de TRUJILLO en République dominicaine, assassinées le 25 novembre 1960.

Elle avait auparavant adopté la « Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes » le 20 décembre 1993, mais des organisations féministes de plusieurs pays ont proposé qu'il y ait une journée dédiée à ce fléau qui frappe la moitié de l'humanité.

Patria, Minerva et María Teresa MIRABAL étaient mariées à des opposants. Minerva et María Teresa furent à plusieurs reprises emprisonnées, battues et violées. En mai 1960, elles sont condamnées à trois ans de prison pour atteinte à la sécurité de l'Etat, mais sont libérées trois mois plus tard. Le 25 novembre, après avoir rendu visite à leurs époux détenus, en compagnie de leur sœur Patria, elles sont arrêtées sur une route et massacrées à coups de coutelas, par des militaires sur ordre de TRUJILLO.

Les sœurs MIRABAL militantes dans la clandestinité étaient surnommées *« las Mariposas »* « papillons » en espagnol, et souvent dans divers pays lors de manifestations contre les violences faites aux femmes, des papillons sont présents sur les pancartes affiches et banderoles en hommage aux sœurs MIRABAL.

Une manifestation contre la violence Avec des papillons en leur mémoire

OMAJ BA PIÈ

2009 – 2019 Sa fè 10 lanné Piè pati kité nou !

Le 26 décembre 2009 notre camarade Pierre PAPAYA décédait soudainement.

Pierre est mort alors qu'il pouvait encore tant apporter idéologiquement, politiquement, intellectuellement à l'action de notre Parti, à la lutte de notre peuple.

Son activité intense aurait contribué de manière positive au combat des opprimés, des exploités, de toutes celles et tous ceux victimes de discriminations.

A l'occasion du 10° anniversaire de sa mort, nous vous invitons à vous joindre à nous pour que l'hommage que nous rendrons à ce combattant communiste, ce soldat de la révolution, soit à la hauteur de son engagement pour la cause de son peuple, pour la libération de sa patrie, aux cotés des peuples en lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

Nous souhaitons que tous ceux qui l'ont connu puissent témoigner de leur vécu afin que nous ayons une riche image d'une tranche de la vie de Pierre.

Ceux qui ne l'ont pas connu mais qui sont ses camarades parce qu'ils défendent la même cause, sont aussi conviés à partager avec nous le souvenir de ce militant des causes justes.

A tous nous donnons rendez vous
le 10 janvier à 18 heures
au Centre Culturel du Bourg du Lamentin

CHLORDECONE : LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE DU CRIME ET LA REPARATION

Nous avons eu plusieurs moments dans la question du scandale du chlordécone et il faut être vigilant pour voir à quelle étape nous sommes et où nous voulons aller.

Le pouvoir colonial a, dans un premier temps, nié la réalité du scandale. Aucun ministre, aucun préfet ne l'admettait ou ne le dénonçait. A cette époque, seuls les milieux syndicalistes et militants le dénonçaient. Le livre de Confiant/Boutrin, la création de l'association ANC, les prises de position des organisations patriotiques dont notre parti en témoignent.

Devant les dénonciations, les écrits, la réalité, le pouvoir a du ré-axer sa propagande. Il a commencé à admettre qu'il y avait un problème. La gouverneur Robine est monté au créneau avec ses petits schémas et son mépris. Puis, lors de son passage en Martinique, en septembre 2018, Macron a admis un « scandale environnemental ». Il a aussi cédé sur un point à savoir que l'état devait prendre en charge le chlordécone dans les maladies professionnelles.

Bien entendu, cela était une reculade mais pas une reconnaissance pleine et entière du fait et du devoir de réparer. Jusque-là, la ploutocratie était protégée et on n'en parlait pas.

La réparation des conséquences professionnelles est une petite part des choses car malheureusement les victimes sont ou mortes ou hors d'état de démontrer un lien entre leur santé et leur pesticide.

Dans le même temps, rappelons pour mémoire qu'il y a eu des plaintes, que le dossier a été envoyé à Paris pour y être traité lentement sinon pas du tout.

Devant la mobilisation qui monte depuis deux ans, le pouvoir est obligé de céder du terrain même si reste la question de l'identification du crime et des responsables. Quant à la question de la réparation, elle est escamotée.

La vérité éclate, étant précisée qu'elle était connue depuis longtemps et dénoncée par les organisations militantes. Elle éclate grâce à cette action militante passée et présente. Elle éclate comme dans le récent livre d'un chercheur du CNRS d'origine martiniquaise, Le pouvoir colonial suit avec peine. Ainsi, les conclusions de la commission Letchimy sont dans cet ordre d'idées. L'état français ne peut plus nier ce qui est connu, y compris au niveau scientifique. Ainsi, on ne débat plus pour savoir, comme il y a un an dans la bouche de Macron, si le chlordécone est cancérigène.

Néanmoins, il faut bien voir que volontairement on reste dans le flou sur bon nombre d'éléments et manifestement le pouvoir pense avoir assez lâché pour démobiliser et atténuer la lutte. Notre défi est de lui démontrer qu'il se trompe.

Premier point qu'il faut marteler : <u>Le responsable est l'Etat colonial car ce qui s'est passé chez nous et en Guadeloupe ne se serait jamais passé en France</u>. Jamais, on aurait laissé pendant des années circuler un produit comme le chlordécone en sachant qu'il est toxique. Cette dimension coloniale, l'état français et ses alliés veulent l'écarter.

Second point : <u>ce scandale a été réalisé par l'état au bénéfice d'une puissance économique menée par les békés</u>. Il faut appeler les choses par leur nom. Ce sont les békés qui ont eu la force et la puissance suffisante pour obtenir de l'état français qu'il permette l'usage du chlordécone. Il ne faut pas se tromper de

CHLORDECONE :
LA LUTTE POUR LA RECONNAISSANCE DU CRIME ET LA REPARATION

cible. S'il est vrai que bon nombre d'agriculteurs ont utilisé du chlordécone, ce ne sont pax eux, les responsables. C'est bien le lobby bananier mené par la caste béké. De même, quand Bernard Hayot pleure qu'il n'a rien à voir avec l'agriculture, il reste clair que le clan Hayot est concerné de plein pied dans ce scandale et que les bénéfices qui en sont résulté ont été répartis. Comme la famille Fabre qui est implantée dans l'hôtellerie, les supermarchés, est aussi compromise. La réalité est que la société coloniale française a maintenu la puissance béké car cela est dans sa nature. Cette puissance, elle doit payer.

Troisième point, il ne s'agit pas d'un « cataclysme naturel » d'un« scandale » ou d'un « drame » mais bien d'un « crime ». Ce point est important car on tente de dépersonnaliser les faits. En parlant de « responsabilité de l'état », on a l'impression que c'est tout le monde qui est responsable et donc que tout le monde doit payer. Or, il y a des ministres, des députés, des commerçants, des sociétés etc… qui ont sciemment commis ce crime et il faut les identifier. Il faudrait un vrai procès, de préférence sous contrôle international, pour définir les culpabilités.

Puis se pose la question de la réparation.

La première réparation est celle de notre terre et de notre mer. La France doit dépolluer ce qu'elle a pollué. C'est le strict minimum. Il importe peu le montant que cela coûte. Ce n'est pas le problème des martiniquais. C'est le problème de la France.

La seconde réparation est celle des hommes et des femmes de notre pays. Elle implique que le préjudice soit chiffré. Non pas un préjudice ridicule dit « d'anxiété » comme le propose l'avocat recruté par Lyannaj. Mais une réelle estimation. Ceci ne peut résulter de procès mais d'un processus politique.

En fait la réparation ne peut venir que d'une mobilisation permettant d'arracher au pouvoir colonial et à la caste béké la mise en place de la totale réparation.

Nous croyons donc qu'il faut développer encore plus fort la lutte contre le pouvoir colonial et la caste béké pour la reconnaissance du crime et l'entière réparation.

Cette lutte ne passera pas par les institutions ou les salons mondains mais bien dans les rues et les mornes. Elle ne peut être aussi qu'anticolonialiste et patriote car c'est un combat contre le pouvoir colonial et ses alliés et suppôts locaux.

COMMUNIQUÉ

EN REPONSE À L'EMPOISONNEMENT DE NOTRE PEUPLE QUI SE POURSUIT

LA RIPOSTE COLLECTIVE ET DETERMINÉE S'IMPOSE.

L'état criminel français après avoir sciemment sacrifié la santé de tout notre peuple pour la satisfaction des intérêts égoïstes d'une poignée de descendants d'esclavagistes du lobby bananier ;

Après avoir nié sa responsabilité dans la perpétration du crime consistant à empoisonner tout un pays durant une vingtaine d'années en autorisant l'emploi massif des pesticides connus pour leur dangerosité ;

Après avoir tenté de diluer sa culpabilité en prétendant qu'elle était partagée ;

Après avoir fait la sourde oreille aux revendications des ouvriers agricoles qui depuis 1974 constatant les dégâts que provoquait sur leur santé l'emploi de pesticides nocifs exigeaient leur retrait ;

Cet état criminel qui n'est pas à son premier génocide entend nous endormir par les moyens divers :

Commission d'enquête qui n'a plus grand-chose à nous apprendre tant les responsabilités sont clairement établies.

Publication de localisation partielle et erronée des sols contaminés.

Distillation parcimonieuse de mesurettes loin d'être à la mesure de la gravité de la situation.

Refus d'entreprendre un dépistage massif sur toute la population.

Refus d'un suivi particulier et conséquent des femmes enceintes en raison des risques courus pour leurs progénitures.

Refus d'opérer un contrôle rigoureux des produits alimentaires importés de manière à limiter des risques supplémentaires encourus par une population déjà contaminée à plus de 90%.

Refus de financer des études conséquentes pour la dépollution des sols.

Cette attitude méprisante de l'état français à l'endroit de notre peuple montre qu'il est un état colonial. Un état qui a déjà, programmé notre génocide et notre remplacement.

Face à cela nous devrions rester impassifs comme « nos » politiciens prébendiers nous y invitent ?

La réponse vient de tous les martiniquais qui ont déjà pris conscience de l'infernal danger. Elle vient aussi de bon nombre de jeunes pour qui l'heure est à l'OFFENSIVE. En dénonçant les responsables du crime qu'ils soient institutionnels, politiciens ou importateurs des poisons, en les désignant, en manifestant devant leurs grandes surfaces ils se battent pour notre DIGNITÉ à Tous.

Leur combat c'est le nôtre. Ils font honneur à notre peuple.

Nous devons non seulement les soutenir mais être physiquement à leurs côtés.

Nous devons faire fi des cris d'orfraie et des lamentations des grands patrons et de leurs sbires qui gémissent sur les bénéfices de petites journées perdues, et qui ont le culot d'en appeler à la répression. Leurs larmes d'hypocrites qui ne pensent qu'à leur profit maximum et qui sont indifférents face à la catastrophe sanitaire qu'ils ont provoqué nous laissent de marbre. Bien au contraire nous appelons les martiniquais à intensifier, par tout moyen, l'offensive pour la sauvegarde de notre mission pour la sauvegarde de notre existence ainsi que celle des martiniquais de demain.

C'est notre mission, assumons-la fièrement.

Que ceux qui seraient tentés de recourir aux vieilles méthodes de répression sachent que désormais la passivité n'est plus de mise chez ceux qui mènent un combat juste et légitime, un combat pour la vie.

Qu'ils sachent qu'aucun combattant pour le respect dû à notre peuple n'est disposé à tendre la joue droite quand la joue gauche aura été frappée.

C'est affaire de DIGNITÉ !

Le 25 novembre 2019
Pour le PKLS
Jean Pierre ETILE

COMMUNIQUÉ

HALTE À LA RÉPRESSION DES MANIFESTANT·E·S !

Le jeudi 28 novembre 2019, le préfet colonial a ordonné l'arrestation de plusieurs personnes accusées d'avoir manifesté pour dénoncer l'empoisonnement de notre population par les pesticides dont les auteurs sont l'État colonial français et les békés.

Le PKLS condamne fermement ce nouveau renforcement de la violence contre notre peuple.

Au nom de la loi qui vient de France les instruments de répression sont utilisés contre nos frères, nos sœurs, nos enfants, nos parents, qui défendent notre santé et notre vie. Notre peuple est en État de légitime défense face aux agressions multiples dont il est victime.

Loin de reconnaitre sa responsabilité dans ce crime d'État, le pouvoir colonial préfère user de la violence comme il l'a toujours fait depuis le trafic négrier, la mise en esclavage de nos ancêtres, l'emprisonnement et l'assassinat de ceux qui lui oppose une résistance légitime.

Par cela, le gouvernement accroit sa politique antisociale, raciste et génocidaire.

Chacune, chacun est concerné-e. La désobéissance au colonialisme est une nécessité pour sauver nos enfants, notre peuple.

Nous avons dans notre sang le sang de nos ancêtres avec toutes les souffrances vécues, tout le mépris subi, c'est ce qui nourrit la détermination dont font preuve les manifestant-e-s face aux agressions policières visant à restreindre le droit de manifester.

Le PKLS réaffirme sa vive condamnation du crime d'empoisonnement qui s'inscrit dans le processus de génocide global de notre peuple.

Le PKLS réitère sa totale solidarité avec les manifestant-e-s qui agissent pour préserver nos enfants, pour notre survie.

Le PKLS exige qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les personnes arrêtées et contre les autres manifestant-e-s.

Nous sommes toutes et tous victimes de cette violence coloniale, nous sommes tous et toutes concerné-e-s. Notre vie est en jeu.

Le PKLS appelle tous les Martiniquais, toutes les Martiniquaises à exprimer leur solidarité avec celles et ceux qui subissent la répression et avec les manifestant-e-s sous toutes les formes possibles.

L'âme de notre peuple est fertilisée par de nouvelles forces pour la liberté et l'émancipation. Rien ne pourra endiguer ce courant.

Au nom de la morale de notre peuple ne nous laissons pas faire !

Manifestons pour obtenir le respect de notre vie !

Martinique le 28 Novembre 2019
Pour le PKLS
Jean Pierre ETILE

NON À LA VIOLENCE COLONIALE

NON À LA RÉPRESSION

Notre peuple est en état de légitime défense. Organisons notre autodéfense.

Mobilisons nous pour accuser les criminels de notre empoisonnement.

TOUS AU PALAIS DE JUSTICE

le 13 janvier 2020

SOLIDARITÉ AVEC LES OTAGES DE L'ETAT COLONIAL FRANÇAIS!

POUR LA RECONNAISSANCE DU CRIME COLONIAL!

Yo pwézonnen tè nou, dlo nou, pep nou, yo ka méprizé nou.

Nou ka goumen pou lavi nou !

BOYCOTT
CARREFOUR
GÉNIPA
SAMEDI 16
DIMANCHE 17
NOVEMBRE
8H

Génipa

BOYCOTT
EUROMARCHÉ
ROBERT OCÉANIS
SAMEDI 23
NOVEMBRE
7H30

Euromarché ROBERT

Yo pwézonnen
tè nou, dlo nou, pep nou,
yo ka méprizé nou.

Nou ka goumen pou lavi nou !

GENIPA
29 novembre

Mr bricolage
Décathlon
ACAJOU

CONFERENCE-DÉBAT DU PKLS

Le vendredi 29 novembre 2019, le thème de notre conférence-débat était :

L'Amérique du sud et la Caraïbe, un espace en effervescence.

Du fait des évènements qui ont marqué le continent en cette année 2019, pareil thème suscite de nombreuses questions et il est nécessaire de pouvoir avoir des éléments conséquents pour pouvoir sortir du brouillard que la presse internationale contrôlée par les impérialistes diffuse quotidiennement.

Raphael CONSTANT a brossé un tableau général de l'Amérique du Sud et de la Caraïbe qui constituent un ensemble diversifié composé de grands pays comme le Brésil et le Mexique et des petits pays comme ceux de l'Amérique Centrale ou les iles comme notre pays. Il a montré que dans cet espace qui compte plus de 500 millions d'habitants les situations sont nombreuses et complexes.

Il a rappelé que durant une décennie la plupart des pays avaient connu l'accession au pouvoir de régimes progressistes qui se démarquaient de la politique des États-Unis, mais que dans la dernière période la tendance s'est renversée et on a vu arriver au pouvoir des dirigeants de forces réactionnaires, soit par des élections, par des trahisons, ou des coups d'État comme récemment en Bolivie avec le renversement d'Evo MORALES.

Il a souligné combien la présence des forces progressistes à la direction des pays s'est traduite par un recul significatif de la pauvreté, sur ce continent marqué par des inégalités profondes, notamment au Venezuela, au Brésil, en Bolivie. Car dans ces pays la politique a été de nationaliser des ressources du pays pour permettre de favoriser une autre répartition des richesses et d'améliorer les conditions de vie souvent déplorables de la majorité des populations, leur offrant l'accès à une assistance médicale ou à l'éducation.

Il a montré que pareille politique n'est pas du gout des impérialistes qui avec à leur tête les USA apportent leur soutien aux oligarchies locales pour organiser toutes sortes d'actions contre ces gouvernements, et mènent une propagande au niveau mondial utilisant mensonges, combines, pour créer un courant d'hostilité à leur égard et intervenir sous toutes les formes possibles dans les affaires intérieures des pays.

Il a précisé que si on constatait une tendance à un basculement avec la prise de contrôle des pays par les forces réactionnaires, les mesures économiques prises notamment sous la pression du FMI ont des conséquences néfastes sur les conditions de vie des gens et que presque partout les populations se mobilisent avec des manifestations importantes comme au Chili ou en Haïti, dont on ne parle presque pas.

Il a conclu en insistant sur la nécessité de bien intégrer que cette région est notre environnement naturel et réel, même si tout est fait par le colonialisme pour nous rendre étranger à la zone afin de nous isoler et mieux nous dominer. De ce fait nous devons développer nos relations avec ces peuples et exprimer une solidarité mutuelle.

Cet aspect de renforcer la solidarité entre les peuples pour faire face au colonialisme et à l'impérialisme a été l'essentiel du débat intéressant et fructueux qui a suivi.et permis d'enrichir nos connaissances pour être mieux formés et mieux armés afin de renforcer notre combat pour l'émancipation de notre peuple.

SOLIDARITÉ BA PEP AYISIEN LÉ ENPÉRIALIS KA DÉPOTJOLÉ.

Ankò anfwa nou ka tann moun ka di « Ayiti ni malédision ». An vérité sé pa piès malédision, ni piès malchans, ni piès kalamité ki tonbé anle'y. Sa sé pawol yo fè kouri pou yo pé séré réyalité pep ayisien ka sibi, pou lapéti dé séléra kon Lafrans, Lézétazini, ek dot péyi enpérialis, ki dépi nanni nannan ka pijé pep tala padavwa dépi antan lesklavaj nèg rézisté an manniè djok pou té libéré.

An mwa novanm 1803, nèg ayiti fouté Lafrans an défèt pou sòti anba djouk kolonialis ek mété doubout an péyi nef endépandan an mwa janvié 1804. Lafrans pa pran défet-la, é kon dépi sa fet, jik jòdi, san-rété i ka chèché manniè pou estentjé Ayiti. Toulong, an tjè-koko, sé péyi tala ek boujwa Ayiti, ka esplwaté pep-la. Pou sa, yo ka mennen tout manigans ek sèvi tout zam yo pé san-manman.

Pep Ayiti pa ka moli, i adan an ripay[1] pou alé jik an bout libérasion péyi-a, pas i pa ka atann ni paradi, ni pigatwa, ni lanfè, sa i lé sé désidé di lavi nan péyi-a, silon sa yo ni, ek sa yo bizwen, sé moun-la ka piété pou monté mòn lavi-a, pas yo ka di, fo pa sé kon sa pou rété toulong, yo ka woulé épi ti pawol-la : *« lannuit-la long mé rev nou pli long ».*

Pou nèg pa di sé fot lé mové blan ek soutirè yo, pou moun pa wè sé sélératès yo, lé majò entènasional ka di sé malédision, sé malchans, ki bondié tounen do ba ayisien pas yo adan rélijion vodou, ki pa rélijion lé blan, ki sé rélijion nèg lafrik, zanset nou.

Sé pa ni malédision, ni malchans, ki lakoz sa pep ayisien ka viv. Pwoblem Ayiti sé an pwoblem politik, éti sé moun an déwò ki ka désidé sa ka fet an péyi-a, ki ka désidé ki moun yo ka mété pou dirijé politik-la yo ka enposé adan sistem dominasion yo.

Sé pa malédision bondié, sé pa bénédision djab, ki fè si Ayiti ni 1% moun ki ni 50% riches péyi-a, ka blez kò yo, toupandan laplipa moun, lé piti, ka djoubatjé pou trapé mòso manjé, yo pa ni doukwé pou santé yo, yo pé pa rivé aprann lékol, sé ayen yo pa ni, sé soufè yo ka soufè.

Magré tout sa yo fè, yo pa rivé démantibilé pep tala, i pa dékalbandé, i goumen kont diktati, i pa janmen tonbé an dézespérans, i ka désann an lari pou lité pou chanjé lavi-a, i pa an délala sé pou sa toulong i ka tizonnen lé gouvelman. Dépi Jovénel Moïse vini présidan, sé san-rété yo ka totoy[2] li, pou malfétè i malfétè, pou volè i volè pas sé an tjò lajan i pran toubanman, pou wotè réprésion i ka fè kont pep-la, pou trayizon lespri Désalin.

Wotè lanmizè ki asou pep Ayiti sé wotè méchansté lé ratibwazè kolonialis fè pou pijé pep tala, pou fey péyé dinyité'y, koriasité'y, pou chèché donté'y, mé pep-la sé rasin kas, sé bwa moudong, i ka fè yo tann, sa i lé, i pa konté bat dèyè kisiswa sa fok soufè, sa fok péyé pou genyen.

Epi lo vakabonajri yo-a, yo ka fè pou chiktayé pep-la kon yo ni labitid, pou anpéché moun ka pran fè, kolé tet kolé zépol, pou yo pli solid pou rézisté.

Jòdi pep ayisien angajé an konba red-mato oti yo an lari-a, ka mandé Jovenel chapé ko'y nan présidans peyi Ayiti. Pliziè òganizasion ek fos popilè ka bokanté pou bay adan an larel djok, kaskòd, pou trapé la viktwa. Yo bizwen solidarité lé zot pep.

Fok nou pòté solidarité ba yo, fo nou ba yo an pal pou libérasion pep Ayiti.

Fok tou lé mové sijé ki ka pijé pep ayisien dégajé !

[1] lit

[2] tizonnen

Kantékant épi pep AYITI !

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israelienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'espérance pour la victoire.

Le 9 décembre 1987, en Palestine, éclate la première Intifada (soulèvement) appelée la « guerre des pierres » qui débute par un accident de la circulation à Gaza, et s'étend sur toute la Palestine. A cette époque Mahmoud DARWICH écrit ce poème qui a provoqué un tollé en Israël et au sein de tout le monde sioniste. Les dirigeants sionistes de l'époque l'avaient voué aux gémonies. Yitzhak SHAMIR avaient appelé à massacrer les manifestants, en majorité des jeunes et des enfants, Yitzhak RABIN avait ordonné « Il faut leur briser les os ». Obéissant, les soldats israéliens, lorsqu'ils détenaient un enfant, leur écrasaient les mains avec des pierres. Illustration du sionazisme!

Passants parmi des paroles passagères

Vous qui passez parmi les paroles passagères
portez vos noms et partez
Retirez vos heures de notre temps, partez
Extorquez ce que vous voulez
du bleu du ciel et du sable de la mémoire
Prenez les photos que vous voulez,
pour savoir que vous ne saurez pas
comment les pierres de notre terre
bâtissent le toit du ciel

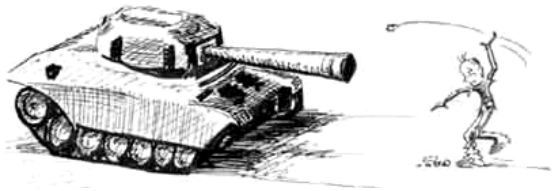
Vous qui passez parmi les paroles passagères
Vous fournissez l'épée, nous fournissons le sang
Vous fournissez l'acier et le feu, nous fournissons la chair
Vous fournissez un autre char, nous fournissons les pierres
Vous fournissez la bombe lacrymogène, nous fournissons la pluie
Mais le ciel et l'air
sont les mêmes pour vous et pour nous
Alors prenez votre lot de notre sang et partez
Allez dîner, festoyer et danser, puis partez
À nous de garder les roses des martyrs
À nous de vivre comme nous le voulons

Vous qui passez parmi les paroles passagères
comme la poussière amère, passez où vous voulez
mais ne passez pas parmi nous comme les insectes volants

PALESTINE

Nous avons à faire dans notre terre
nous avons à cultiver le blé
à l'abreuver de la rosée de nos corps
Nous avons ce qui ne vous agrée pas ici
pierres et perdrix
Alors, portez le passé, si vous le voulez
au marché des antiquités
et restituez le squelette à la huppe
sur un plateau de porcelaine
Nous avons ce qui ne vous agrée pas
nous avons l'avenir
et nous avons à faire dans notre pays

Féroce attaque d'un tank israélien par un enfant



Vous qui passez parmi les paroles passagères
entassez vos illusions dans une fosse abandonnée et partez
rendez les aiguilles du temps à la légitimité du veau d'or
ou au battement musical du revolver
Nous avons ce qui ne vous agrée pas ici, partez
Nous avons ce qui n'est pas en vous :
une patrie qui saigne, un peuple qui saigne
une patrie utile à l'oubli et au souvenir

Vous qui passez parmi les paroles passagères
il est temps que vous partiez
et que vous nous fixiez où bon vous semble
mais ne vous fixez pas parmi nous
Il est temps que vous partiez
que vous mouriez où bon vous semble
mais ne mourez pas parmi nous
Nous avons à faire dans notre terre
ici, nous avons le passé
la voix inaugurale de la vie
et nous y avons le présent, le présent et l'avenir
nous y avons l'ici-bas et l'au-delà
Alors, sortez de notre terre
de notre terre ferme, de notre mer
de notre blé, de notre sel, de notre blessure
de toute chose, sortez
des souvenirs de la mémoire
ô vous qui passez parmi les paroles passagères.

Mahmoud DARWICH

Matinik antan lontan

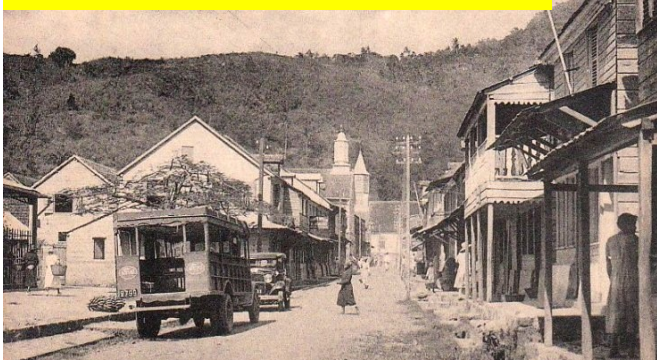
RIVIÈRE SALÉE : Le Marché

FRANÇOIS : l'Eglise

PETIT BOURG: le Débarcadère

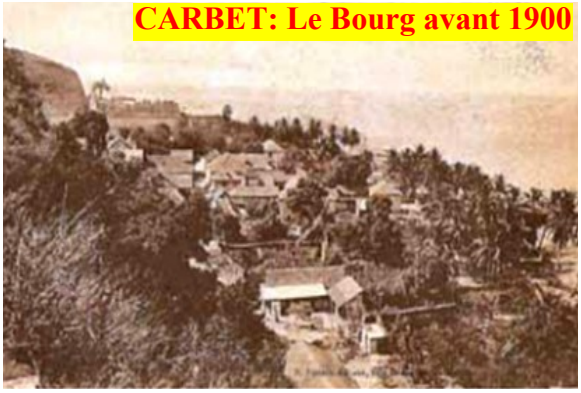
MARIN: Bord de mer au Bourg

RIVIÈRE PILOTE: Rue Victor HUGO

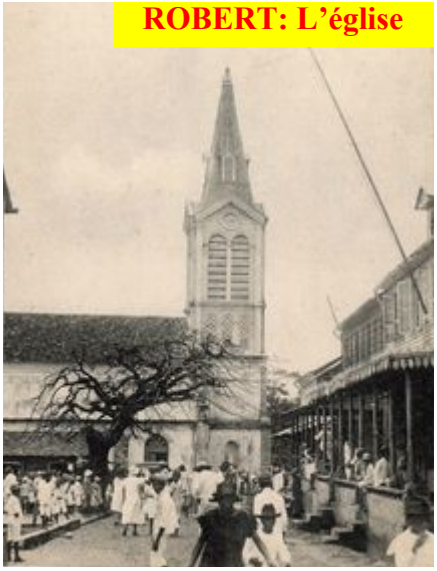


SAINT ESPRIT : Une Rue du bourg

CARBET: Le Bourg avant 1900



Matinik antan lontan



ROBERT: L'église

LAMENTIN : Rue Ernest André

MORNE ROUGE : Une vue du bourg

SAINTE MARIE: Une partie du bourg

LORRAIN: Le Bourg

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de mars 2016

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 44 — *MARS 2016*

FEMMES ET HOMMES :
MÊME COMBAT CONTRE LE SEXISME, L'EXPLOITATION CAPITALISTE, LA DOMINATION COLONIALE, POUR LA CONSTRUCTION D'UN MONDE MEILLEUR.

Yvette GUITTEAUD MAUVOIS

FANM doubout! FANM djok !

Mars 1948 : La tuerie du CARBET

JUSQU'OÙ MÈNE L'ELECTORALISME?

POUR NOTRE SANTÉ, TOUS ENSEMBLE!

RÉFUGIÉS : MENSONGES ET HYPOCRISIE.

PALESTINE
LA PEUR A CHANGÉ DE CAMP !

Il y a 50 ans : LA TRICONTINENTALE

A consulter sur le Site du PKLS : http://www.pkls.org

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : décembre 2019
P.K.L.S. MARTINIQUE